



**Sylvain ROBERT**  
Maire de Lens  
Président de la Communauté  
d'Agglomération de Lens-Liévin

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES**  
**DIRECTION Cadre de vie**  
Affaire suivie par M. Alain DE SCHEPPER

AD/EB

ARRETE N : 2022 -3167

NOMENCLATURE : 8-3

ARRETE PORTANT RESTRICTION ET INTERDICTION  
TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET INTERDICTION  
TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT DES VEHICULES  
RUE JEAN SOUVRAZ A LENS,

Le Maire de la Ville de Lens,  
Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-  
Liévin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté n° 2022-2812 du 26 septembre 2022 portant  
délégations à des Adjointes au Maire,

Vu la charte de l'arbre de la Ville de Lens,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16  
décembre 2020 relative à la protection et l'indemnisation  
suite à dégradation sur le patrimoine arboré,

Vu la demande en date du 19 octobre 2022 reçue aux  
services techniques de la Ville de Lens le 19 octobre  
2022, de l'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants,

Considérant que des travaux de terrassement pour la  
modification du réseau de chauffage urbain pour le  
compte de DALKIA vont être entrepris par l'entreprise  
BTP QUALITE et ses sous-traitants et qu'il convient de  
prendre les mesures pour en faciliter la réalisation et  
prévenir les accidents pendant la période allant du lundi  
31 octobre 2022 au vendredi 25 novembre 2022 inclus.

**A R R E T E**

-----

Durant la période allant du lundi 31 octobre 2022 au vendredi 25 novembre 2022 inclus,  
la circulation et le stationnement seront interdits ou restreints selon les besoins et  
l'avancement du chantier rue Jean Souvraz à Lens.

ARTICLE 1 : Du lundi 31 octobre 2022 au vendredi 25 novembre inclus, la circulation et le  
stationnement seront restreints selon les besoins et l'avancement du chantier.

ARTICLE 2 : La circulation sera gérée par des Hommes-Traffic en faction de part et d'autre de la  
zone de travaux pour assurer la fluidité du trafic routier.

ARTICLE 3 : Le trottoir côté travaux sera neutralisé. La circulation des piétons se fera sur le trottoir  
opposé. Dans ce cadre, des panneaux les invitant à changer de trottoir seront installés  
de part et d'autre du chantier.

ARTICLE 4 : La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/heure.

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise BTP QUALITE et ses  
sous-traitants conformément à la 8<sup>ème</sup> partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle  
sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 132 de cette  
instruction.

ARTICLE 6 : Durant la nuit, la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants conformément à la 8<sup>ème</sup> partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 129 de cette instruction.

ARTICLE 7 : En cas de dégradation volontaire ou non survenant sur le patrimoine arboré, le Barème d'Evaluation de la Valeur de l'Arbre approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 sera appliqué.

ARTICLE 8 : Lors des terrassements sur trottoir, un passage sécurisé sera mis en place au droit du chantier afin de faciliter la circulation des piétons. Une passerelle sera installée au-dessus de la tranchée. En tout état de cause, et sur chaque site d'intervention, au minimum un trottoir carrossable d'une largeur de 1,40 m devra être aménagé et sécurisé par l'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants.

ARTICLE 9 : L'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants seront tenus d'assurer le nettoyage des voiries au droit du chantier. Ils sont également tenus de respecter les préconisations sanitaires en vigueur.

ARTICLE 10 : L'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants seront tenus d'intégrer à la durée des travaux, les réfections complètes et définitives des chaussées et trottoirs, au droit du chantier, en cas de dégradations.

ARTICLE 11 : L'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants seront tenus pour seuls et entiers responsables de tous les accidents et dommages causés aux tiers par l'exécution des travaux dans l'emprise du chantier.

ARTICLE 12 : Dès que le délai accordé pour la réalisation des travaux est dépassé, ou en cas d'insécurité sur la zone en chantier ou de non-respect des mesures sanitaires, la Ville de Lens se réserve le droit de le faire stopper et de faire combler la ou les tranchée(s), le cas échéant, aux frais de l'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants sans que ceux-ci n'aient l'assurance d'en être informés, et cela sans recours.

ARTICLE 13 : L'accès aux services de secours et d'incendie, sera maintenu.

ARTICLE 14 : L'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants seront tenus d'afficher, de manière visible, au droit des travaux le présent arrêté.

ARTICLE 15 : L'entreprise BTP QUALITE et ses sous-traitants seront tenus de respecter le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 1987 et du 19 juin 1987.

ARTICLE 16 : La non-application des articles précédents fera l'objet d'une mise en demeure, qui sera suivie d'un arrêt de chantier en cas de carence.

ARTICLE 17 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LILLE, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire, dans le même délai de deux mois.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite.

ARTICLE 18 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Lens : [www.villedelens.fr](http://www.villedelens.fr) (rubrique actes administratifs), et une copie en sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Lens. En outre, une expédition en sera transmise au Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens, ainsi qu'au Comptable Public.

ARTICLE 19 : Le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens et le Comptable Public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 26 octobre 2022

Pour le -Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jean-Pierre HANON

